19me Année. — N° 3834 — 1re EDITION (paraissant le soir) — Mercredi 6 Janvier 1875

BUREAUX : RUE NAIN, 1

ABONNEMENTS :

ROUBAIX-TOURCOING : Trois mois, 12 fr. Six mois, 23 fr.; Un an, 44 f.
LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr.; Six mois, 27 fr.; Un an, 54 fr.; — L'abonnement continue, sauf avis contraire.
ANNONCES : 20 centimes la ligne
RÉCLAMES : 25 centimes »
— On traite à forfait —

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

Publicité, rue de la Bourse, 1 ; à Paris, chez MM. Havas-Laffite et Bullier, place de la Bourse ; à l'Office de Publicité, rue de la Jussienne et chez J.-B. Pardon et Flavigny, Chaussée d'Alsemberg, à Saint-Gilles-Bruxelles.

Heures de départ des trains : *à Roubaix à Lille*, 5 13, 7 18, 8 15, 9 43, 11 46, m., 12 23, 1 58, 3 30, 5 12, 6 48, 7 [illegible], 9 [illegible], 9 28, 11 06 *à Roubaix à Tourcoing et Mouscron*, 5 28, 7 18, 8 45, 10 46, 11 28, m., 1 20, 2 45, 5 10, 5 38, 7 18, [illegible] *à Roubaix*, 5 15, 6 55, 8 22, 9 55, 11 05, 12 57, 2 22, 4 47, 5 20, 6 55, 8 00, 10 13, 11 15 *Tourcoing à Roubaix et Lille*, 5 05, 7 15, 8 [illegible], 11 34, 12 15, 1 50, 2 31, 5 05, 5 07, 7 [illegible], 8 18, 9 28, 11 00 *Mouscron à Lille*, 6 52, 9 22, 11 20, 11 [illegible], 2 13, 4 47, 5 49, [illegible]
DIMANCHES ET FÊTES : *Tourcoing à Mouscron*, 7 21, 7 36 *soir*; *Mouscron à Tourcoing*, 8 00 *soir*

BOURSE DE PARIS

	DU 4 JANVIER	
3 0/0		62 20
4 1/2		90 15
Emprunts	(5 0/0)	99 75
	DU 5 JANVIER	
3 0/0		62 15
4 1/2		90 00
Emprunts	(5 0/0)	100 00

ROUBAIX, 5 JANVIER 1875.

BULLETIN DU JOUR

La lettre de M. Thiers n'aura pas porté bonheur au candidat républicain dans les Hautes-Pyrénées. M. Branhauban n'avait, aux dernières dates, que 12,989 voix; M. Cazeaux, bonapartiste, en réunissant 19 212; M. Alicot, septennaliste, 16,023. Il manquait encore les résultats de 25 communes. Aucun des candidats n'ayant obtenu la majorité de la moitié plus un des suffrages exprimés, il y aura ballotage. On dit que M. Branhauban se désistera en faveur de M. Alicot, afin de faire échec au candidat bonapartiste. Quoi qu'il en soit, les chiffres connus du scrutin de dimanche attristent profondément les républicains, qui seront peut-être moins ardents à réclamer la dissolution. Les trois candidats conservateurs ont réuni 37,000 suffrages, pendant que le candidat républicain n'en obtenait que 12,989. Cela devrait engager le centre gauche à se montrer plus conciliant dans l'organisation des pouvoirs du maréchal de Mac-Mahon.

Si nous en croyons les on-dit de Versailles, la mise à l'ordre du jour de la loi du Sénat ne paraît pas devoir rencontrer beaucoup d'opposition. Il serait introduit dans le procès une clause portant que la loi du Sénat ne sera exécutoire qu'après le vote de la loi relative à la transmission des pouvoirs. La loi des cadres de l'armée devant être discutée la première, on ne pense pas que la loi du Sénat puisse venir en discussion avant le mois de février.

On commence à recevoir des renseignements sur ce qui s'est passé à Madrid, à la suite du *pronunciamento*. Les républicains ont fait quelques velléités de résistance. Plusieurs généraux sont allés offrir leurs services au ministre de la guerre, le 29 au soir; différentes délégations du parti républicain et du parti radical se sont présentées à leur tour, dans le même but, au président du conseil des ministres. L'amiral Topète se rendit au ministère de la guerre au moment où finissait le conseil des ministres, et, en compagnie de M. Castelar, il alla conférer avec M. Sagasta. Les républicains ont tenu le 29 au soir une réunion très-nombreuse chez M. Castelar. Les radicaux se sont également réunis, à la même heure, chez M. Ruiz Zorilla.

Plusieurs membres du corps diplomatique ont rendu visite à la duchesse de la Torre.

En même temps, le *Bandera espanola* publiait cet appel aux armes : « Libéraux, défendez-vous contre don Alphonse. Guerre aux Bourbons ! guerre à ceux qui veulent faire de ce jour un nouveau don Carlos de la Rapita ! et vive la révolution de septembre ! »

Quant à la presse conservatrice, elle avait été bâillonnée par un suprême effort des hommes du gouvernement déjà renversé.

La *Epoca*, le principal organe alphonsiste, avait été suspendue par un ordre du gouverneur civil de Madrid, daté du 30 décembre, neuf heures du matin. Dans le courant de la journée tous les autres journaux alphonsistes avaient été suspendus.

En même temps, des affiches étaient placardées partout, des dépêches étaient lues à haute voix sur les bornes. Une note affirmait, le 30, que les généraux en chef du Nord et de la Catalogne, les capitaines généraux de Burgos, d'Aragnon, d'Estramadure, de la Vieille-Castille, d'Andalousie, de Galice et les commandants militaires de Cadix et d'Avila, faisaient connaître qu'il n'était rien arrivé de nouveau dans les districts qu'ils commandaient, et qu'ils étaient disposés à seconder les vues du gouvernement, eux et les troupes qui sont sous leurs ordres.

On sait que le lendemain tous marchaient avec Alphonse XII et que Martinez Campos, qui avait commencé le mouvement avec deux bataillons, était à la tête de toute l'armée du centre.

Mais le trouble à Madrid était grand à ces nouvelles. Les alphonsistes commençaient à lever la tête, et la foule était partagée. Primo de Rivera décida tout en se rendant à cheval dans les principaux quartiers de la ville. La vue de son uniforme, les sentiments qu'il exprimait entraînèrent la population madrilène. Alphonse XII était en possession de la capitale.

LETTRES DE PARIS

(Correspondance particulière du *Journal de Roubaix*.)

Paris, 4 janvier 1875.

On sait que beaucoup de républicains sont libres-penseurs, nous ne voulons pas dire qu'ils le sont tous, et, si radicalisme et athéisme riment, ils ne vont pas nécessairement ensemble; mais ce que nous savons constater c'est que bon nombre de républicains, qui veulent se faire passer pour des esprits forts, qui, par exemple, n'accompagnent les morts que jusqu'au seuil des églises, quitte à les suivre ensuite jusqu'au cimetière pour lancer devant la fosse entr'ouverte le cri triomphal de : Vive la République, sont en général assez superstitieux. Cela va de soi. Aussi remarquons-nous que certaine classe de républicains est assaillie de sinistres pressentiments : l'année a commencé par un vendredi; pour être athée, on n'en est pas moins homme; puis un des héros de la démagogie s'éteint au moment où la république d'Espagne, la république-sœur disparaît; voilà des présages peu rassurants pour les bons radicaux qui n'ont pas le superbe aplomb et l'imperturbable assurance des rédacteurs du *Rappel* ou de la *République française*.

C'est aujourd'hui que l'on a déposé en terre le corps embaumé d'un des patriarches de la démocratie républicaine, mort comblé de jours et de rentes. Les journaux vous porteront les détails de la cérémonie, vous raconteront les hommages rendus à ce revenant de 1849 qui faisait si peu parler de lui, et que les lauriers de M. Gambetta et de M. Challemel-Lacour n'empêchaient pas de dormir dans son château de Fontenay-aux-Roses. Manifestation des dangereux mous, discours des prophètes plus ou moins démodés de la république universelle, c'est l'accompagnement obligatoire et laïque de ces sortes de cérémonies.

Voilà pourtant un homme dont le nom fut à une certaine époque un épouvantail pour les conservateurs, dont la candidature à la présidence de la république, en 1848, permit à tous les rêveurs de l'époque de se compter par légions, dont la rentrée récente dans une assemblée française fut considérée comme un rappel des mauvais jours, un mauvais augure pour l'avenir, qui disparaît sans laisser le moindre vide dans son parti, pour qui l'histoire avait commencé avant sa mort, et qui s'était survécu à lui-même. C'est peut-être ce qu'on peut dire de mieux à sa décharge.

Depuis vingt-cinq ans il était devenu riche; dans les dernières années il était presque impotent. Il demeurait à son parti tout ce qui restait de lui, son nom; il se laissa porter à la députation sans solliciter les suffrages. Aujourd'hui encore, sans que sa volonté s'en mêle, il va servir de thème aux déclamations des frères et amis; demain il sera oublié : son héritage politique est depuis longtemps recueilli.

Demain l'Assemblée reprend ses séances; mais l'événement de la journée ne sera pas un fait politique, ce sera l'inauguration solennelle du nouvel Opéra. Le maréchal ira seulement passer quelques heures à Versailles et reviendra présider le grand dîner qui doit précéder la représentation.

Le secret des délibérations du Congrès, tenu samedi à l'Elysée, a été mal gardé. Nous pouvons dire toutefois que le maréchal a pris soin de remercier les députés qu'il avait convoqués de leurs explications personnelles et des renseignements qu'ils lui ont fournis sur les dispositions des groupes auxquels ils appartiennent. Nous avions raison de dire que le prestige du chef de l'Etat ne pouvait souffrir de l'insuccès d'une tentative de conciliation, son pouvoir existe en vertu d'une loi; il n'est pas contesté.

C'est M. de Broglie qui a clos les discussions du Congrès de l'Elysée, et un des auditeurs disait à un de ses collègues en s'en allant : « M. de Broglie n'aura qu'à répéter devant l'Assemblée la moitié de ce qu'il vient de nous dire pour faire un discours-ministre. »

Cependant je dois vous prévenir que ce n'est là qu'une présomption. C'est seulement après les débats qui vont s'ouvrir qu'on saura si M. de Broglie prendra officiellement la fonction de premier ministre, où il devra s'effacer encore devant les préventions de l'extrême droite et laisser le premier rôle à M. de Fourtou.

Le gouvernement en est réduit à ajourner toute décision importante jusqu'à la reconstitution du cabinet : fixation de l'époque des élections complémentaires, présentation de la loi sur la presse, mutation dans le personnel diplomatique et administratif, tout se trouve nécessairement retardé.

Ce n'est pas seulement à Paris que la journée du 1er janvier a été marquée par de nombreux accidents : dans toute la région du Nord et du centre les journaux des départements nous signalent des scènes ou pitoyables ou comiques provoquées par le verglas. On se souviendra de ce début de l'année 1875 : que de chutes, que de jambes, que de têtes, que de bras cassés ! Il faut le dire aussi, que d'histoires inventées à ce propos. La vieille gaîté gauloise n'est pas morte.

Ce soir, le Lord maire de Londres est attendu à Paris; il doit assister demain à l'inauguration de l'opéra. Tous les membres du nouveau conseil municipal de Paris, dit-on, reçu une invitation collective. Un avis publié dans les journaux annonçait qu'il ne serait fait de réponse à aucune demande de carte d'entrée. Aussi vous pouvez vous faire une idée des tentatives de séduction employées à l'égard des favorisés. Je ne veux accuser personne d'avance, mais je suis bien certain que plus d'une carte obtenue en vertu d'un titre officiel, aura changé de propriétaire avant demain soir.

Paris, 4 janvier 1875.

Malgré l'excessive discrétion observée par les journaux au sujet de ce qui s'est passé à l'Elysée dans la troisième conférence des principaux députés de la droite, du centre droit et du centre gauche, il n'en est pas moins certain que cette entrevue avec le maréchal de Mac-Mahon a définitivement échoué.

On m'assure que M. le duc de Broglie qui, dans les deux conférences du mercredi 30 décembre, s'était laissé aller à de fâcheuses concessions au centre gauche, s'est ravisé, sur l'observation de plusieurs de ses amis, et, dans la troisième conférence, s'est tenu plus rapproché de la droite.

M. Casimir Périer, qui n'assistait pas aux deux premières entrevues, s'est montré dans la troisième, et, en exposant le programme du centre gauche, a été d'une telle faiblesse qu'il a plus compromis que servi son parti.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier n'assistait pas, comme vous savez, à la troisième conférence et s'est fait excuser, sous prétexte d'indisposition.

Je dis prétexte, parce que il y a, assure-t-on, un tout autre motif à cette absence. Il se serait exprimé, dans la seconde conférence, avec une telle violence de langage sur le parti bonapartiste, que le seul de ses membres qui fut présent, M. Hamille, se crut obligé de déclarer au maréchal qu'il n'assisterait pas à la nouvelle entrevue, si M. le duc d'Audiffret-Pasquier devait tenir le même langage. Le maréchal aurait fait prier le député du centre droit d'être un peu plus modéré dans la troisième conférence et M. le duc d'Audiffret-Pasquier aurait pris le parti de n'y pas venir.

Les collègues de cet honorable député, qui ont connu son extrême animosité contre les opinions de son beau-frère, M. Casimir Périer, pourraient s'étonner des opinions républicaines manifestées aujourd'hui par M. le duc d'Audiffret-Pasquier, s'ils ne savaient combien la mobilité passionnée du caractère de ce député le porte à tous les extrêmes, mobilité qui compromet les services que pourrait rendre un beau et incontestable talent.

Tout le monde se demande maintenant ce que le maréchal va faire ? Il a été bien mal conseillé, dans cette circonstance, par M. le duc Decazes, qui, du reste, peut voir maintenant les déplorables résultats de cette campagne.

Les membres et chefs du centre gauche affectent de paraître très-satisfaits et s'imaginent être devenus les maîtres de la situation et du maréchal de Mac-Mahon. Des amis de l'illustre maréchal font en ce moment auprès de lui les derniers efforts pour l'empêcher de s'engager avec le centre gauche, faute qui lui ferait, comme M. Thiers, trahir ceux qui l'ont élevé au pouvoir. Cette suite serait bientôt sans profit, car le maréchal ne tarderait pas à être abandonné par ses nouveaux appuis.

Nous ne pouvons pas tarder à connaître les résolutions qui vont être prises par le maréchal et ses conseillers.

La lettre adressée par Garibaldi à son digne lieutenant Bordone pour protester contre les conclusions du rapport sur l'armée des Vosges, cette lettre excite la plus vive indignation parmi les vrais patriotes français.

« Garibaldi insulte, avec sa grossièreté habituelle, notre armée, notre clergé, et même le maréchal-président. Un de nos écrivains royalistes, dont la plume fait autorité, relève, comme elles le méritent, dans l'*Union du Midi*, de Nice, ces insolences de Garibaldi. M. Taucrède de Hauteville conclut en disant :

« Il s'agit de savoir si, parce que sa qualité d'étranger le soustrait à la vindicte de nos lois, il peut continuer à jouir dans une ville française, des honneurs destinés à nos grands citoyens.

« Garibaldi, nul sans doute ne l'ignore, occupe la première place au capitole Niçois, son portrait y figure au lieu même qu'on réserve d'ordinaire pour celui du chef de l'Etat.

« L'heure est venue de protester de nouveau, et cette fois non-seulement au nom de la France outragée, mais aussi au nom des Niçois qu'on calomnie en les associant malgré eux à des hommages que leur conscience réprouve. C'est l'heure de protester surtout contre ces puritains du *parti français*, dans les Alpes-Maritimes qui toujours prêts à faire un crime aux Niçois de leur légitime attachement pour leurs traditions locales et de leur honorable fidélité pour la mémoire de leurs ancêtres, sont les premiers à leur demander compte de la félonie en exaltant dans les journaux l'homme qui faisait des vœux pour le succès de la Prusse, pendant qu'il commandait un corps d'armée français, et qui s'est un jour vanté d'avoir trempé son poing dans le sang de nos soldats. »

P. S. — Les journaux septennalistes annoncent, ce soir, que le maréchal persiste à réclamer, dans le plus bref délai, la discussion des lois constitutionnelles.

Une manifestation radicale a eu lieu aujourd'hui, comme il était facile de s'attendre, à propos de l'enterrement du citoyen Ledru-Rollin. Une foule évaluée à deux mille individus, encombrait les abords de la rue de Charenne, où se trouvait la maison mortuaire. Mais toute cette foule a été très désappointée en apprenant que la police avait ordonné que le convoi partît directement de Fontenay aux Roses. La masse des radicaux et des curieux s'est précipité, vers le cimetière du Père Lachaise, dont les tombes ont été indignement foulées et profanées. Le convoi n'est arrivé au cimetière qu'à 2 h. 1/2. Conformément aux dernières volontés du citoyen Ledru-Rollin, aucun discours n'a été prononcé.

DE SAINT-CHÉRON.

LETTRE ENCYCLIQUE

de notre Très Saint Père le Pape Pie IX. (*Suite*).

Nous avons pensé que Nous ne devions pas permettre que le peuple chrétien fut privé dans cette circonstance de ce salutaire bienfait, étant conservée cette forme que permet la condition des temps, afin que ce même peuple étant ensuite fortifié dans son esprit, s'avance tous les jours avec plus de rapidité dans les voies de la justice, et qu'ayant expié ses fautes il acquière plus aisément et avec plus d'abondance la pro-

---

Feuilleton du *Journal de Roubaix*

DU 6 JANVIER 1875.

— 20 —

L'ESCLAVE

PAR

G. DE LA LANDELLE.

XIII. — COUPS ET CONTRE-COUPS

(Suite)

Le lendemain, à l'heure du chocolat, Urbana lui demanda d'un ton sévère :

— Quel intérêt avais-tu, le soir de notre grand dîner, à me faire remarquer que Yoyo avait parlé en une langue inconnue ?

— Mais aucun, madame, balbutia Calisto.

— Pourquoi donc as-tu ajouté : « Il espérait sans doute que quelqu'un le comprendrait ? » Explique ce propos ?

— On ne parle pas pour ne rien dire ! répondit la négresse d'un ton contraint.

— Aussi n'est-ce pas pour rien que tu as parlé toi-même. Tu étais jalouse; mon plaisir te faisait peine; tu as voulu exciter ma curiosité, provoquer mes soupçons.

— Moi, madame ! protesta Calisto.

— Oui, toi ! Et mon mari, ton maître, en est convaincu comme moi. Si la pauvre Yoyo a péri, si mon argenterie est perdue, si la paix de mon ménage a été troublée, si mon mari, dans sa fureur, a fait périr son cheval favori, c'est par ta seule faute....

Calisto eut le malheur de grommeler :

— Ce n'est pas mon détestable caractère qui a fait tout le mal.

— Insolente ! s'écria Urbana devinant plutôt qu'elle n'entendit. Sors de ma présence !

Peu d'heures après, Yoyo fut vengé d'une manière mémorable. Par les ordres de don Ciprian, Calisto se vit dépouiller de ses fonctions d'intendante et fut envoyée aux champs, la cadène aux pieds.

Les nègres riaient, insultant à sa disgrâce; elle vociféra, s'emporta, se battit et fut battue.

Alors, à la grande stupeur des maîtres, en présence de tous les esclaves, elle dit avec rage :

— Yoyo était chrétien; je lui ai vu faire sa prière du soir !.... Tuez-moi !.. Je *boirais de l'eau bénite*, plutôt !

« Boire de l'eau bénite » est la formule du plus terrible des serments. Les esclaves croient que le parjure qui oserait affronter l'épreuve de l'eau bénite serait aussitôt dévoré par un feu intérieur.

Don Ciprian demeura pensif.

— Si véritablement Yoyo était chrétien, les Tornazo avaient dû le tromper en le lui vendant comme natif du Maroc. Et sans contredit, quand il avait parlé un langage étranger, devant les convives, c'est qu'il protestait dans l'espoir d'obtenir aide, secours, protection, délivrance !

Après quelques jours de réflexions, il fit comparaître Calisto. La misérable s'exprima dans le même sens.

Pénétrant en grande partie la vérité;

— Yoyo, dit-elle, n'est pas né esclave : et ceux qui vous l'ont vendu ont volé deux fois, à lui sa liberté, à vous votre argent.

— Méchante femme, puisque tu pensais cela, pourquoi ne m'avoir pas prévenu dès le soir où tu l'as vu à genoux faisant le signe de la croix ?

— J'ai eu peur de mécontenter madame et d'être accusé de mentir !

Don Ciprian soupira.

— Je voyais combien vous teniez à votre esclave de luxe. Je savais ce qu'il vous a coûté de peines et de sacrifices. Quand on est esclave soi-même, il est dangereux de dire la vérité, j'en suis la preuve, car c'est pour l'avoir fait entrevoir que vous me punissez !

— Non ! mais pour avoir été insolente et rebelle.

— Ah ! maître, ayez pitié de moi, reprit Calisto en prenant la plus humble des attitudes. Depuis mon enfance, je vous ai servi avec zèle et fidélité; mais, pour avoir trop bien veillé à vos intérêts, me voici plus malheureuse qu'en enfer.

Cette plainte était tellement juste, que don Ciprian en fut touché. Du consentement de dona Urbana, il céda la négresse au docteur Bostigo en quête d'une garde-malade apte aux travaux d'intérieur.

En présence de Rita, cependant, don Ciprian avait exprimé ses pensées et répété les dires des Calisto. Rita n'eut garde de les confirmer en révélant les confidences de Victor. Mais tout à coup, grande nouvelle à l'habitation :

Yoyo retrouvé !
Yoyo pas mort !

chantaient les nègres des cannes et des vignes.

— Pas mort mais recueilli mourant par le docteur Bostigo qui envoyait un exprès à M. et madame Farniz.

Urbana fut à la fois ravie et consternée.

La clairvoyante Rita s'écriait :

— Confié à Calisto, quel malheur !

— Dieu ! fit Urbana, la misérable est capable de l'empoisonner !

— Mon amie, dit don Ciprian, sans perdre un instant rendez-vous à Téror et faites ramener Yoyo avec tous les soins que comporte son état. Emmenez Nièvé, Rita, si vous le voulez; faites-vous suivre par une chaise à porteurs et accompagner au retour par le docteur Bostigo lui-même.

Mais, demanda Urbana, pourquoi me charger de ces soins ? Je ne m'y refuse point, et me tiens prête à partir; seulement j'aurais cru que vous voudriez au moins m'accompagner jusqu'à la ville.

— Impossible ! De mon côté, je me rends à Saint-Croix de Ténérife. Il faut absolument être fixés sur la provenance de Yoyo, car les lois divines, comme les lois humaines, nous obligent, s'il doit être libre, à lui rendre la liberté.

— Espérance ! pensa Rita charmée, mais doublement inquiète de l'état de Victor et de la présence de Calisto chez le docteur.

Déjà Urbana avait froncé ses beaux sourcils :

— Prenons-y garde, dit-elle, ne nous faisons pas tromper de nouveau ! Si, comme vous semblez le craindre, Yoyo doit être libre, ce n'est point à nous de payer les honoraires du docteur Bostigo; s'il doit mourir, ces frais de plus seraient encore bien assez pénibles.

Pour la millième fois, don Ciprian fort indécis se répéta douloureusement :

— Ah ! pourquoi ai-je eu la faiblesse de donner à ma femme ce maudit esclave de luxe !

— Ma tante, disait Rita de sa voix la plus douce, partons tout de suite pour Téror, sans que nous n'aurions pas le temps d'être de retour avant la nuit.

XIV. CRAINTES ET ESPOIRS.

Une doctrine célèbre a pour devise fondamentale : « Les semblables sont guéris par les semblables, » disait Victor Divoal poursuivant le récit de ses aventures. La nuit d'effroi passée en contact avec la cobra-judas m'avait altéré la raison, l'aspect affreux de Calisto m'offrant un breuvage me la rendit.

Je la repoussai en jetant un cri qui fit accourir le docteur Bostigo :

— Cette femme, lui dis-je, est ma mortelle ennemie.

— Calme-toi, elle n'approchera plus de ton lit.